

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Office wallon des déchets

ARRETE MINISTERIEL OCTROYANT A LA S.A.R.L. TRANSPORTS HEIN L'AGREMENT EN QUALITE DE TRANSPORTEUR DE DECHETS DANGEREUX, D'HUILES USAGEES ET DE PCB/PCT.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme pour la Région wallonne,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets tels que modifiés ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 juillet 1997, 04 mars 1999, 04 juillet 2002, 12 juillet 2007 et 13 décembre 2007, partiellement annulé par les arrêts n° 58.954 du Conseil d'Etat du 29 mars 1996 et n° 92.669 du 25 janvier 2001;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux huiles usagées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 2002, 04 juillet 2002, 24 mai 2006, 12 juillet 2007 et 13 décembre 2007;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002;

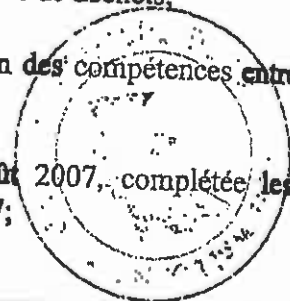
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, partiellement annulé par l'arrêt n° 94.211 du Conseil d'Etat du 22 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 septembre 2004, 15 avril 2005 et 15 mai 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 08 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la demande introduite par la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN le 13 août 2007, complétée les 28 septembre, 06 et 28 novembre 2007 et déclarée recevable le 14 décembre 2007;



Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN a présenté tous les documents requis à l'article 36 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux;

Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN est constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un Etat membre de l'Union européenne;

Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN a son siège social et son siège d'exploitation en Belgique ou dans un Etat membre de l'Union européenne;

Considérant que les personnes susceptibles d'engager la société en Région wallonne n'ont été condamnées par une décision coulée en force de chose jugée pour infraction au Titre I^{er} du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à l'arrêté royal du 02 juin 1987 portant réglementation de l'exportation, l'importation et du transit des déchets abrogé en ce qui concerne l'importation et l'exportation par l'arrêté du Gouvernement wallon du 09 juin 1994 pris en application du Règlement 259/93/CEE, au décret du 05 juillet 1985 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, au Règlement 2006/1013/CE concernant les transferts de déchets, au décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

Considérant que les personnes susceptibles d'engager la société en Région wallonne jouissent de leurs droits civils et politiques;

Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN emploie des chauffeurs titulaires des certificats de formation A.D.R. pour le transport de marchandises dangereuses, excepté le transport en citerne des déchets relevant de la classe 1 de la réglementation A.D.R. ;

Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN emploie un conseiller à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses ;

Considérant, dès lors, que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN dispose de moyens humains suffisants pour assurer le transport de déchets dangereux, excepté le transport en citerne des déchets relevant de la classe 1 de la réglementation A.D.R. ;

Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN dispose de véhicules remplissant les conditions requises pour le transport de marchandises dangereuses par route, attestées par les certificats de conformité A.D.R.;

Considérant, dès lors, que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN dispose de moyens techniques suffisants pour assurer le transport de déchets dangereux tels que visés dans la présente demande;

Considérant que l'analyse des exercices comptables 2004, 2005 et 2006 a montré que la rentabilité de la société est positive pour les trois exercices analysés, que l'autonomie financière de la société est élevée;

Considérant que l'examen des comptes de résultats fait ressortir pour les trois exercices un cash-flow positif;

Considérant qu'en matière de liquidité la requérante dispose de moyens suffisants pour couvrir les engagements à court terme;

Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN est bénéficiaire au niveau du résultat de l'exercice et de l'exploitation pour les trois exercices examinés;

ARRETE MINISTERIEL OCTROYANT A LA S.A.R.L. TRANSPORTS HEIN L'AGREMENT EN QUALITE DE TRANSPORTEUR DE DECHETS DANGEREUX, D'HUILES USAGEES ET DE PCB/PCT.

Considérant que le chiffre d'affaires est assez stable ;

Considérant que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN n'a aucune dette échue vis-à-vis de l'administration des Contributions directes, de l'administration de la T.V.A. et de l'administration compétente en matière de sécurité sociale ;

Considérant, dès lors, que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN présente des garanties financières suffisantes au regard de l'agrément sollicité ;

Considérant, que la s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN s'est engagée à souscrire un contrat couvrant la responsabilité civile résultant des activités de transport pour lesquelles l'agrément est sollicité;

Considérant que la requérante a fourni tous les documents requis par le chapitre III de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux;

ARRÊTE :

Article 1er. §1^{er}. La s.a.r.l. TRANSPORTS HEIN sise Quai de la Moselle à L-5405 BECH - KLEINMACHTER (LUXEMBOURG) est agréée en qualité de transporteur de déchets dangereux, d'huiles usagées et de PCB/PCT.

§2. a) Le présent agrément porte sur le transport de tous déchets dangereux, excepté le transport en citerne des déchets relevant de la classe 1 (matières et objets explosibles) de la réglementation A.D.R..

b) Le présent agrément porte sur le transport des huiles usagées suivantes:

05 Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon.

<u>05 01</u>	<u>Déchets provenant du raffinage du pétrole.</u>
05 01 03	Boues de fond de cuves.
05 01 05	Hydrocarbures accidentellement répandus.
05 01 06	Boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements.

08 Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression.

<u>08 03</u>	<u>Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression.</u>
08 03 19	Huiles dispersées.
<u>08 04</u>	<u>Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité).</u>
08 04 17	Huile de résine.

12 Déchets provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques.

- 12 01 Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques.
- 12 01 06 Huiles d'usinage à base minérale contenant des halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions).
- 12 01 07 Huiles d'usinage à base minérale, sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions).
- 12 01 08 Emulsions et solutions d'usinage contenant des halogènes.
- 12 01 09 Emulsions et solutions d'usinage sans halogènes.
- 12 01 10 Huiles d'usinage de synthèse.
- 12 01 19 Huiles d'usinage facilement biodégradables.

13 Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19).

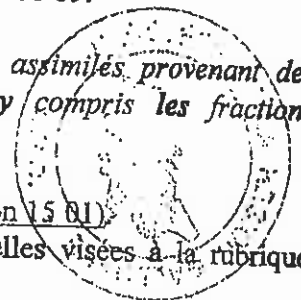
- 13 01 Huiles hydrauliques usagées.
- 13 01 04 Huiles hydrauliques chlorées (émulsions).
- 13 01 05 Huiles hydrauliques non chlorées (émulsions).
- 13 01 09 Huiles hydrauliques chlorées à base minérale.
- 13 01 10 Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale.
- 13 01 11 Huiles hydrauliques synthétiques.
- 13 01 12 Huiles hydrauliques facilement biodégradables.
- 13 01 13 Autres huiles hydrauliques.

- 13 02 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées.
- 13 02 04 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale.
- 13 02 05 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale.
- 13 02 06 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques.
- 13 02 07 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables.
- 13 02 08 Autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification.

- 13 03 Huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés.
- 13 03 06 Huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01.
- 13 03 07 Huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale.
- 13 03 08 Huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques.
- 13 03 09 Huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables.
- 13 03 10 Autres huiles isolantes et fluides caloporteurs.

- 13 04 Hydrocarbures de fond de cale.
- 13 04 01 Hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale.
- 13 04 02 Hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles.

- 13 04 03 Hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation.
- 13 05 Contenu de séparateurs eau/hydrocarbures.
- 13 05 01 Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures.
- 13 05 02 Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures.
- 13 05 03 Boues provenant de déshuileurs.
- 13 05 06 Hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures.
- 13 05 07 Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eaux/hydrocarbures.
- 13 05 08 Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures.
- 13 07 Combustibles liquides usagés.
- 13 07 01 Fuel oil et diesel.
- 13 07 02 Essence.
- 13 07 03 Autres combustibles (y compris mélanges).
- 13 08 Huiles usagées non spécifiées ailleurs.
- 13 08 01 Boues ou émulsions de dessablage.
- 13 08 02 Autres émulsions.
- 13 08 99 Déchets non spécifiés ailleurs.
- 16 Déchets non décrits ailleurs dans la liste.*
- 16 01 Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14 et sections 16 06 et 16 08).
- 16 01 07 Filtres à huile.
- 19 Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel.*
- 19 08 Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs.
- 19 08 10 Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09.
- 20 Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément.*
- 20 01 Fractions collectées séparément (sauf section 15 01).
- 20 01 26 Huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25.



c) Le présent agrément porte sur le transport des matières, matériels ou fluides contaminés par des polychlorobiphényles ou des polychloroterphényles.

Article 2. Le transport des déchets repris à l'article 1er, §2, est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Article 3. Le transport de déchets est interdit entre 23 heures et 5 heures.

Article 4. Les dispositions du présent agrément ne dispensent pas l'impétrante du respect des prescriptions requises ou imposées par d'autres textes législatifs applicables.

Article 5. §1^{er}. Le présent agrément ne préjudicie en rien au respect de la réglementation relative au transport de marchandises dangereuses par route (ADR).

§2. Une lettre de voiture CMR entièrement complétée et signée, ou une note d'envoi, doit accompagner le transport des déchets. Ces documents doivent au moins mentionner les données suivantes :

- a) la description du déchet;
- b) la quantité exprimée en kilogrammes ou en litres;
- c) la date du transport;
- d) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui a remis des déchets;
- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur

Article 6. Une copie du présent agrément doit accompagner chaque transport.

Article 7. La personne responsable du transport doit posséder une connaissance suffisante lui permettant d'évaluer les risques présentés par les déchets ainsi que les modalités d'emballage et de transport adéquates.

Article 8. Le personnel chargé du transport des déchets doit être à même de contrôler visuellement la conformité des déchets et leur emballage afin d'estimer un risque qui, durant le transport, serait susceptible de porter préjudice à la sécurité des personnes ou de l'environnement et de prendre, en cas de besoin, les premières mesures de sécurité nécessaires.

Toutes les personnes travaillant pour le compte de l'impétrante et chargées des activités de transport des déchets doivent avoir reçu les instructions nécessaires afin qu'elles puissent accomplir leurs travaux en respectant les prescriptions réglementaires ou les mesures de sécurité vis-à-vis de la santé de l'homme et de l'environnement.

Article 9.

D'une façon générale, l'impétrante doit avoir reçu de la part du producteur, du collecteur ou du détenteur des déchets toutes les informations nécessaires concernant la composition des déchets, les dangers qui peuvent en résulter ainsi que les mesures appropriées à prendre en cas d'accident.

Les déchets doivent être accompagnés d'indications de sécurité relatives à la prévention des dangers ainsi que de consignes de comportement en cas d'accident visant la prévention de pollutions et les mesures de sécurité vis-à-vis de la santé de l'homme.

Article 10.

§1^{er}. Il est interdit de mélanger des déchets de natures différentes. Toutefois, le mélange de déchets dangereux avec des déchets dangereux de nature différente ou avec d'autres déchets, substances ou matières, est autorisé s'il permet d'améliorer la sécurité du transport sans compromettre l'efficacité ou la sécurité de l'élimination ou de la valorisation.

§2. Il est interdit de mélanger un déchet avec un ou plusieurs autres déchets, substances ou matières dans le but d'obtenir une concentration plus faible d'un ou plusieurs produits présents dans le déchet qui permettrait que le déchet après mélange entre dans une filière de gestion des déchets interdite pour le déchet non dilué.

Article 11.

§1^{er}. Le mode de transport et, le cas échéant, le mode d'emballage des déchets doivent être tels que tout danger et toute contamination résultant du transport soient écartés, sans déroger aux dispositions en matière de transport de marchandises dangereuses.

§2. Chaque emballage de déchets est fermé et conditionné de manière à empêcher toute déperdition du contenu. Il est pourvu d'un marquage permettant d'identifier, sans équivoque, la nature et la composition ainsi que les dangers qu'ils présentent. L'étiquetage doit être conforme aux dispositions des conventions internationales sur le transport de marchandises dangereuses, lisible à distance et indélébile. En aucun cas, des inscriptions provenant d'utilisations antérieures ne peuvent figurer sur les récipients.

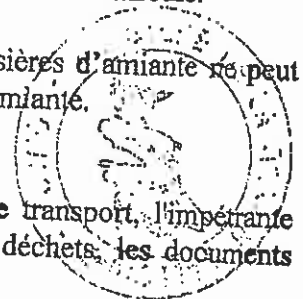
§3. Les citernes et récipients destinés au transport des huiles usagées sont affectés exclusivement à cette activité.

§4. Sur l'unité de transport affectée à cette activité est apposé un panneau inamovible portant la mention "HUILES USAGEES" en lettres majuscules de 10 cm de haut. Ce panneau est placé de manière parfaitement visible à l'arrière du véhicule.

§5. Le transport de déchets contenant des fibres ou des poussières d'amiante ne peut entraîner des pertes liquides pouvant contenir des fibres d'amiante.

Article 12.

Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrante transmet au 1er juillet de chaque année à l'Office wallon des déchets, les documents suivants:



- 1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;
- 2° les certificats d'agrément A.D.R. des véhicules, s'il échet;
- 3° les certificats de formation A.D.R. des chauffeurs lorsque ceux-ci sont exigés par la réglementation A.D.R.

Article 13. L'impétrante est tenue d'informer sans délai la Division de la Police de l'Environnement de tout incident survenu lors du transport des déchets.

Article 14. §1^{er}. Avant toute mise en œuvre de l'acte d'agrément, l'impétrante souscrit un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités visées par le présent agrément.

§2. Le montant total de la couverture s'élève à un minimum de 2.500.000 €. (deux millions cinq cent mille euros) par sinistre, tous dommages confondus.

§3. Le contrat doit contenir:

- une stipulation pour autrui au bénéfice de tout tiers lésé, cette stipulation emportant l'inopposabilité des exceptions, nullités et déchéances;
- une clause prévoyant que la suspension ou la résiliation du contrat ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle la cause de la suspension ou de la résiliation a été notifiée au Ministre.

§4. La copie dudit contrat est transmise à l'Office wallon des déchets avant toute mise en œuvre de l'agrément.

§5. L'impétrante transmet à l'Office wallon des déchets les preuves de paiement des primes afférentes au contrat susvisé.

Article 15. L'impétrante transmet au 1^{er} juillet de chaque année à l'Office wallon des déchets:

- 1° le bilan annuel de la société tel que déposé à la Banque nationale;
- 2° les procès-verbaux des assemblées générales de la société;
- 3° le nom et le certificat de bonnes conduite, vie et mœurs de tout nouvel administrateur et de toute nouvelle personne susceptible d'engager la société en Région wallonne.

Article 16. Si l'impétrante souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets sur le territoire désigné dans le présent agrément, elle en opère notification au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions qui en prend acte. La renonciation prend cours à dater du 90^{ème} jour suivant la notification.

Article 17.

Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution ou aux conditions d'agrément, l'agrément peut, aux termes d'une décision motivée, être suspendu ou retiré, après qu'ait été donnée à l'impétrante la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrante soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'agrément peut être suspendu ou retiré sans délai et sans que l'impétrante n'ait été entendue.

Article 18.

Sur avis de l'Office wallon des déchets, le Ministre peut, à tout moment, dans une décision motivée, modifier les obligations visées aux articles 1 à 15 du présent arrêté en vue d'empêcher que les activités de transport ne puissent porter atteinte à l'environnement ou à la santé de l'homme.

Article 19.

§1^{er}. L'agrément est accordé pour cinq ans.

§2. La demande de renouvellement dudit agrément est introduite dans un délai précédant de 6 mois la limite de validité susvisée.

Article 20.

Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt. Le conseil d'Etat section administration peut être saisi par requête écrite signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

Article 21.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le

08 DEC. 2008



B. LUTGEN

COPIE CONFORME



J.Y. MERCIER
PREMIER ATTACHE

